**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** **GUINEE**

**TYPE DE RAPPORT :** **SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL : Semestriel**

**ANNEE DE RAPPORT: 2020**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet :** Projet d'Appui à l'Amélioration de la Gouvernance des Services de Police  **Numéro Projet / MPTF Gateway: 00113599 PBF-IRF-289** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire :** | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **PNUD (Agence Lead)** |
| **Date du premier transfert de fonds :** 20 décembre 2018  **Date de fin de projet : 30** juin 2020 (Extension de 4 mois : nouvelle date de fin : 31 octobre 2020)  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** **OUI** | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**  PNUD $ 1200 000    Total : $ 1200 000  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 76%  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgétisation sensible au genre :**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes 84 000 $.  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 84 000 $. | |
| **Marquer de genre du projet : 2**  **Marquer de risque du projet : 1**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :** (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité. | |
| **Préparation du rapport :**  Rapport préparé par : Konsa CAMARA  Rapport approuvé par : Abdoul Latif HAIDARA  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :**

Le projet a été validé en Décembre 2018 et les activités ont démarré au mois de Février 2019 par le recrutement du staff à l’exception du Consultant international, l'élaboration du plan de mise en œuvre et de suivi, les activités d'information et d’élaboration des termes de références pour assurer une exécution correcte et harmonieuse du projet, le projet a réalisé deux études, l'une sur la perception des populations vis-à-vis des forces de défense et de sécurité et l'autre sur les déterminants urbanistiques et culturels de la sécurité ; Appuyé les mécanismes de contrôle interne et externe des forces de sécurité, renforcé les capacités opérationnelles des services d'inspection, de l'Office de Protection du Genre de l’Enfance et des Mœurs et de la police routière à travers des sessions de formation et d’acquisition d’équipements.

Le projet a contribué à la formation des Forces de Défense et de Sécurité en gestion de crises et catastrophes 225 officiers et agents avec un focus sur le covid 19 du point de vue sensibilisation dans le cadre de sa prévention.

Cette pandémie a affecté la mise en œuvre de certaines activités et entrainé une reprogrammation sur une nouvelle période de quatre mois qui permettra d’achever les activités résiduelles sans coût supplémentaire.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :**

Pour les 6 mois restant, le projet procèdera à La finalisation, validation et remise de la stratégie de communication du Ministère de la Sécurité et de la Protection, Civile, une formation supplémentaire des officiers et agents de l’OPROGEM (Office de Protection Genre, Enfance et Mœurs) des régions de Faranah et Kankan dans le cadre de la lutte contre les VBG, le renforcement du mécanisme de remontée des plaintes et de l’observatoire de la sécurité urbaine ainsi que l’extension du mécanisme de payement sécurisé à quatre communes.

**POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :**

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères):**

La mise en œuvre du projet a favorisé un certain nombre de changement au niveau du département.

Sur le plan structurel, la mise en place d’un mécanisme de remontée des plaintes des citoyens vers l’inspection génerale des services de sécurité contribue à la lutte contre l’impunité au niveau des fonctionnaires de police et de protection civile. A date, sur 43 cas de plaintes remontés, 11 cas ont été examinés assortis de sanctions.

Sur le plan institutionnel, la mise en place d’une stratégie de communication au sein du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, va contribuer à la réorganisation de la communication interne et externe au niveau de ce département. Dans le même cadre, Il a été mis auprès du Bureau de Stratégie et de Developpement, un observatoire de la sécurité urbaine qui appui cet organe à l’orientation de la prise de décision.

Sur le plan sociétal, l’appui à l’Office de Protection du Genre de l’Enfance et des mœurs (OPROGEM) de Labé en matériel roulant, a permis de rapprocher les agents de ce service aux citoyens. Selon les témoignages recueillis, les cas de violences basées sur le genre sont de plus en plus dénoncés au niveau de la région ce qui n’était pas le cas par le passé, vu les pesanteurs socio-culturelles.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères) :**

Le projet a eu un impact humain réel se traduisant par l’évolution du nombre de cas de violences sur les femmes et les enfants, signalés à l'OPROGEM (de 35 cas de violence en 2018 à 90 cas en 2019 dans la région de Labé) ; Ce qui contribue fortement à la dissuasion des populations dans le cadre de la lutte contre l'impunité. Aussi, le mécanisme de remontée des plaintes a permis de rassurer certains citoyens dans le cadre des recours contre les abus des forces de Sécurité. En effet, selon le vice-président de la Coordination des Organisation de défense des droits de l’Homme, « avant, les organisations qui militent en faveur des droits de l’Homme rencontraient d’énormes difficultés dans la remontée des plaintes, et quelquefois elles se heurtaient au manque d’interlocuteurs ; aujourd’hui avec le mécanisme, les plaintes des citoyens sont remontées vers l’inspection et elles sont traitées dans la plupart des cas. A date, nous avons pu remonter 43 plaintes pour 11 examinés avec sanctions disciplinaires».

La mise en place de l’Observatoire de la sécurité urbaine a été fortement salué par le Directeur de la structure en ces termes : « La création d’un observatoire de la sécurité urbaine renforce ma structure en terme opérationnel. »

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** La redevabilité et la transparence des services de police sont améliorées à travers le renforcement des mécanismes de contrôle interne et externe.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **On track**

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

A date, les textes relatifs au cadre règlementaire de l’Inspection Génerale des Services de Sécurité ont été révisés et ont permis à celle-ci de s’exercer conformément à ces textes. Au total, 14 missions d’inspection inopinées et deux grandes missions d’inspections réalisées sur toute l’étendue du territoire national ont permis de déceler plus de 50 situations irrégulières (Abandon de poste, arnaque, absence non justifiée.) des agents assortis de sanctions.

Aussi, le parlement dans sa mission de contrôle externe a effectué deux grandes missions d’évaluation des Forces de Défense et de Sécurité. Ces missions ont permis de constater la mauvaise application de la loi sur le maintien d’ordre ainsi que l’insuffisance des moyens alloués aux catégories de forces. Un rapport adressé aux autorités de tutelle a conduit celles-ci d’entamer des campagnes de sensibilisation dans plusieurs unités réduisant légèrement les violences à l’encontre des citoyens.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les missions de contrôle parlementaires ont conduit à la séparation des locaux (lieux de garde à vue) entre homme et femme de certains commissariats dans le cadre du respect du genre. Pour l’inspection interne des services, elle a facilité une levée de garde à vue de certains mineurs détenus au-delà du délai légal de garde à vue et d’orienter tous les cas de violences basées sur le genre au service de l’Office de Protection du Genre et des mœurs avec un accent particulier sur la protection des victimes.

**Résultat 2:** Les capacités Techniques et matérielles des services de polices sont renforcées

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **On track**

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Au compte de ce résultat, certains services et directions du Ministère de la sécurité et de la Protection Civile (Inspection Génerale des Services de Sécurité, Bureau de Stratégie et de Développement, Police routière) ont bénéficié de renforcement de capacités humaines (formations) et technique (équipements de protection et de travail) en vue d’améliorer leur prestation. En guise d’exemple au niveau de la routière, les 400 officiers et agents déployés ont légèrement apporté un changement dans la régulation routière.

Aussi, les équipements de soutien bureautique visent à assurer un service de qualité au niveau de la Direction général de l’Office de Protection du Genre, de l’Enfance et des Mœurs, pour le traitement et la documentation des cas de Violences Basées de Genre. A Labé par exemple, un fichier et des statistiques trimestriels sont tenus pour la gestion des cas de Violences Basées sur le Genre.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Le projet a intégré l’aspect genre dans l’essentiel des activités de formation et de déploiement des points focaux et acteurs de l’observatoire de la sécurité urbaine (pour un total de 94 dont 50 Jeunes et 6 femmes), et le mécanisme de remontée des plaintes (34 jeunes et 12 femmes) qui travaillent en synergie avec les services de sécurité dans le cadre du contrôle. Ces choix des ONG se sont opérés sur les structures féminines et les organisations de jeunesse ensuite, dans le choix, la priorité a été donnée aux femmes dans la désignation des points focaux. (Dans les structures, la proportion des femmes points focales, a été plus importante que celle des hommes.)

Au compte du mécanisme de remontée des plainte, 46 points focaux ont été formés dont 12 femmes. Là aussi il a été recommandé aux structures partenaires de privilégier les jeunes et les femmes dans la désignation des dits points focaux qui ont la charge d’animer le mécanisme.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)  Organisation d’une réunion de comité technique de suivi. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Oui  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Non |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Non | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) : $ 25 000  **Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:**  L’élaboration des termes de référence pour le recrutement des Cabinets/Consultants indépendants pour réaliser l’enquête de perception d’une part et l’évaluation finale d’autre part est en cours. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($):  Gouvernement Guinéen 50 000 $ pour soutenir la formation des officiers et agents de la police routière. |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Le projet a réalisé la formation de 225 agents des forces de défense et de sécurité sur la riposte contre le Covid 19.  L’appui en Kits et matériels de protection contre le covid19.  Au regard des défis de consolidation de la paix, les Organisations non Gouvernementale (Coordination des Organisations de Défense des Droits de l’Homme COODDH, Coalition Nationale Droit et Citoyenneté des Femmes CONAG-DCF, la ligue Guinéenne des droits de l’Homme, les mêmes droits pour tous), doivent bénéficier des séances de renforcement de capacités humaines et institutionnelles de façon continue en vue d’accroitre et améliorer leurs prestations dans le cadre de la défense des droits de l’Homme.  Pour les services d’inspection, il est important de maintenir la formation ainsi que la dotation en équipement pour le renforcement des capacités opérationnelles. |

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ Milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  La redevabilité et la transparence des services de police sont améliorées à travers le renforcement des mécanismes de contrôle interne et externes | Indicateur 1.1 : Niveau de confiance de la population dans les services de police  . | **4% (Enquête de perception des services de la police 2019).** | 19%  Amélioration de la confiance de +15 %  Données désagrégées par sexe et tranches d’âge, | **NA** | Selon notre constat, la confiance entre police et citoyens s’accroit de façon progressive. | L’évaluation finale permettra d’être située avec précision. |
| Indicateur 1.2 : Evolution du nombre de cas de mauvaises pratiques de la part des FDS signalées par les populations | **60% (ne trouvent pas efficace les services de police**  **(Enquête de perception des services de la police 2019)** | **45% (-15%) Cas** | **NA** | 43 cas remontés 11 cas ont été examinés assortis de sanctions | Pas de retard |
| Indicateur 1.3 : niveau de transparence et redevabilité perçu par les populations | Base de données : 55% font peu confiance à la police.  **(Enquête de perception des services de la police 2019** | **40% (-15%) à la fin du projet.** | **NA** | A des endroits donnés des appréciationspositives sont constatées au niveau de la circulation routière et certains commissariats | Enquête de perception fin projet |
| **Produit 1.1**  **Le cadre légal révisé et la formation des membres des Inspections pour réaliser des missions de contrôle efficaces sur l’application des lois et le comportement des agents** | Indicateur 1.1.1  Nombre de mission de contrôle et de spot-check sur la police routière | 00 | 14 | 14 | 100% | Pas de retard |
| Indicateur 1.1.2  Indicateur 1.1.2 : Nombre d’acteurs formés et qui maitrisent les outils de contrôle | 10 | 25 | 30 | 12O% | Pas de retard |
| Produit 1.2  Un mécanisme de recueil de plainte et avis des populations est mis en place avec l’Inspection générale des services de sécurité | Indicateur 1.2.1 : existence d’un système de remontée de données et de monitoring | : 00 | Cible : 1 | 1 | 100% | Exécuté à 100% |
| Indicateur 1.2.2  Nombre de plaintes/rapports traités par l’IGSS / par les ONG par le biais du mécanisme 1.2 | 00 | 70 | 43 | 61% | Faible nombre de points focaux (12 pour les septs régions et la zone de Conakry) |
| Indicateur 1.2.3  : Nombre d’ONG formées sur le mécanisme de remontée de données et l’utilisant  (Réalisé)  Base de données : 0 | 0 | 10 | 10 | 100% |  |
| Produit 1.3  **Les missions de contrôle parlementaire sont réalisées sur l’application de la loi sur le maintien de l’ordre public et l’utilisation des ressources budgétaires** | Indicateur 1.3.1 : Nombre de missions de contrôle parlementaire | 02 | 4(+2) | 5 | 80% | Report de la tenue des élections législatives |
| Indicateur 1.3.2  Indicateur 1.3.2 : Nombre de députés formés sur le guide de contrôle parlementaire des FDS | 00 | 25 | 10 | 40% | Fin de législature |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2**  **Les capacités techniques et matérielles des services de sécurités sont renforcées en vue d’améliorer l’offre de service et l’image de la police l’image** | Indicateur 2.1: Évolution de la perception de l’offre de service de la police par la population  Base de données : NA (enquête de perception en cours | 4%  font totalement confiance à la police (Enquête de perception 2019) | Cible  14%  Amélioration de + 10 %  Données désagrégées par sexe et tranche d’âge  Données spécifiques sur la police routière | **NA** | Légère amélioration de la perception | L’enquête de perception apportera plus de précisions |
| Indicateur 2.2  : Évolution de la perception de l’image de la police par la population  Base de données : NA (enquête de perception en cours)  Cible : Amélioration de + 10 %  Données désagrégées par sexe et tranche d’âge | 4%  font totalement confiance à la police (Enquête de perception 2019) | Cible  14%  Amélioration de + 10 %  Données désagrégées par sexe et tranche d’âge  Données spécifiques sur la police routière | **NA** | Légère progression de la courbe de confiance | L’enquête de perception apportera plus de précisions |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |  |  |
| **Produit 2.1**  **Les capacités des cadres du Ministère de la Sécurité sont renforcées pour la mise en œuvre efficace de la politique et stratégie de lutte contre l’insécurité.** | Indicateur 2.1.1: Disponibilité d’une stratégie de communication pour le MSPC  Base de données : XX  Cible : 1 | 0 | 1 | 1 | 100% | Exécuté |
| Indicateur 2.1.2 : Nombre de séances de sensibilisation et de vulgarisation des textes clés de la Police et PC, réforme | **1** | 5 (+4) | 5 | 100% | Sans retard |
| **Produit 2.2**  **L’amélioration des prestations et du comportement des agents de terrain de la police de circulation routière contribue à la restauration de la confiance avec le public.** | Indicateur 2.2.1  Perception de la qualité de la prestation technique des agents de la routière    Base de données : NA  Cible : Amélioration de 20% (réalisé) | **40% apprécient la prestation** | **60% (20%)** | NA | Légère amélioration | Attente enquête de perception pour plus de précision |
| Indicateur 2.2.2  Indicateur 2.2.2 : Nombre d’agent de la police routière formés | 25 | 500 (+475) | 400 | 80% | Covid 19 |
| **Produit 2.3**  **Les capacités des Cellules Genre dans les zones minières et en Moyenne guinée sont renforcées pour lutter contre les VBG (réalisé)** | Indicateur 2.3.1  Nombre de plaintes faisant l’objet d’un suivi et d’un rapport | 10 | 100 | 43 | 43% | Nbre insuffisant des points focaux dans les sept régions et la zone de Conakry. |
| Indicateur 2.3.2  : diminution du nombre de cas de retrait de plaintes en VBG | NA | -30% | NA | NA |  |
| Produit 2.4 | Indicateur 2.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3** | Indicateur 3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1 | Indicateur 3.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.2 | Indicateur 3.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.4 | Indicateur 3.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.4 | Indicateur 4.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4.2 |  |  |  |  |  |